

Président du Sous-Comité du PrepCom-2 du SMSI

COMPILATION DES OBSERVATIONS FORMULÉES RELATIVEMENT AU "CHAPEAU POLITIQUE"

Note – Texte nouveau en **gras**. Texte supprimé: ~~supprimé~~. [Observations en italiques.]

Texte existant	Sources du texte proposé	Texte proposé
<p>1 Nous, représentants des peuples du monde, nous nous sommes réunis à Tunis du 16 au 18 novembre 2005 pour la seconde phase du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) dans le but de réitérer notre soutien sans faille à la <i>Déclaration de principes</i> et au <i>Plan d'action</i> adoptés à la première phase du Sommet mondial sur la société de l'information à Genève, en décembre 2003.</p> <p>Nous réaffirmons notre volonté et notre détermination d'édifier une société de l'information à dimension humaine, inclusive et privilégiant le développement, conformément aux buts et aux principes de la Charte des Nations Unies, au droit international et à un multilatéralisme effectif, et respectant pleinement et soutenant la Déclaration universelle des droits de l'homme, afin que partout les gens puissent créer, obtenir, utiliser et partager l'information et le savoir pour</p>	Norvège, Suisse	<i>[Ajouter nouveau texte]:</i> 1 Reconnaissant que la capacité à produire des informations, des connaissances et des idées de toutes sortes, et reconnaissant la liberté de rechercher, de recevoir et de diffuser de telles informations, connaissances et idées, sans considérations de frontières, est, de plus en plus, un facteur essentiel du développement et de l'édification de sociétés pluralistes, prospères et socialement stables, au plan national comme au plan mondial, nous nous engageons à promouvoir et à protéger la liberté d'expression et les médias ayant un contenu rédactionnel indépendant dans le contexte de la société de l'information.
	Fédération de Russie, Iran (République islamique d'), Azerbaïdjan	1 ... conformément aux buts et aux principes de la Charte des Nations Unies, à la souveraineté nationale , au droit international et à un multilatéralisme effectif ...
	Groupe de réflexion du SMSI sur les questions de genre, DAWN, AMARC Africa, IT for change	1 ... Nous réaffirmons notre volonté et notre détermination d'édifier une société de l'information à dimension humaine, respectueuse de l'équité hommes-femmes , inclusive et ... la Déclaration universelle des droits de l'homme, afin que partout les gens gens-femmes et les hommes puissent créer, ... objectifs but s de développement ... dans la Déclaration du Millénaire.
	Groupe de coordination des interlocuteurs commerciaux (CCBI)	1 ... représentants des gouvernements du monde, ...

<p>ainsi réaliser l'intégralité de leur potentiel, pour encourager le développement durable, pour améliorer leur qualité de vie, pour éradiquer la pauvreté et pour réaliser les objectifs de développement arrêtés à l'échelle internationale dans la Déclaration du Millénaire.</p>	Haïti	<p>1 ... pour encourager le développement durable, pour améliorer leur qualité de vie, pour éradiquer la pauvreté et pour réaliser les objectifs de développement arrêtés à l'échelle internationale dans la Déclaration du Millénaire.</p>
	Ghana	<p><i>Approuve le texte du paragraphe dans sa version actuelle.</i></p>
	Iran (République islamique d')	<p>1 ... et respectant pleinement et soutenant la Déclaration universelle des droits de l'homme, et la Déclaration sur le droit au développement (1986), afin que partout les gens puissent ...</p>
	Chine	<p><i>Se réserve le droit de revenir sur le texte en seconde lecture.</i></p>
	Luxembourg (Union européenne), Arabie saoudite (Groupe des Etats arabes)	<p><i>Proposent de conserver le texte dans sa version actuelle, sinon se réservent le droit d'y revenir.</i></p>
	Etats-Unis	<p>1 [<i>Après la première phrase, ajouter le nouveau texte suivant:</i>] ... Nous réaffirmons notre volonté et notre détermination d'édifier une société de l'information à dimension humaine, inclusive et privilégiant le développement, dans laquelle chacun peut créer, obtenir, utiliser et partager l'information et le savoir, afin de permettre aux particuliers, aux communautés et aux peuples de réaliser l'intégralité de leur potentiel pour encourager le développement durable et améliorer leur qualité de vie, pour éradiquer la pauvreté et pour réaliser les objectifs de développement arrêtés à l'échelle internationale dans la Déclaration du Millénaire, conformément aux buts et aux principes de la Charte des Nations Unies et toute en respectant pleinement et en soutenant la Déclaration universelle des droits de l'homme, et conformément au droit international et au multilatéralisme effectif. Nous réaffirmons notre volonté et notre détermination d'édifier une société de l'information à dimension humaine, inclusive et privilégiant le développement, conformément aux buts et aux principes de la Charte des Nations Unies, au droit international et à un multilatéralisme effectif, et respectant pleinement et soutenant la Déclaration universelle des droits de l'homme, afin que partout les gens puissent créer, obtenir, utiliser et partager l'information et le savoir pour ainsi réaliser l'intégralité de leur potentiel, pour encourager le développement durable, pour améliorer leur qualité de vie, pour éradiquer la pauvreté et pour réaliser les objectifs de développement arrêtés à l'échelle internationale dans la Déclaration du Millénaire.</p>

	Cuba	Nouveau paragraphe 1A: Nous réaffirmons les dispositions du paragraphe 3 de l'Article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, aux termes duquel l'exercice du droit à la liberté d'expression comporte des devoirs spéciaux et des responsabilités spéciales, et peut en conséquence être soumis à certaines restrictions qui sont fixées par la loi et qui concernent le respect des droits ou de la réputation d'autrui et la sauvegarde de la sécurité nationale, de l'ordre public, de la santé ou de la moralité publique.
<p>2 Le Sommet de Tunis constitue pour nous une occasion unique de renforcer la confiance dans l'avenir, tandis que ses principaux sujets relatifs à la société de l'information attireront l'attention du monde entier non sur des idées étroites mais sur des notions universelles, qui transformeront les activités et les relations entre les personnes d'une façon qui remettra en cause les usages traditionnels. La mise en oeuvre des engagements pris au Sommet de Genève intervient alors que s'accélère le développement des TIC; cette situation a des répercussions non seulement sur les politiques, mais également sur l'évolution dans les domaines individuel, économique, social et culturel, et elle laisse présager de profonds changements de la société.</p>	Groupe de coordination des interlocuteurs commerciaux (CCBI)	<p><i>[Modifier la première phrase:]</i></p> <p>2 Le Sommet de Tunis constitue une occasion unique d'envisager l'avenir avec plus d'optimisme en privilégiant des concepts qui remettent en cause les usages traditionnels et qui encouragent la création d'un environnement susceptible d'améliorer les activités et les relations entre les personnes, à l'échelle internationale.</p>
	Groupe de travail sur la diversité culturelle	<p>2 ... qui peuvent transformer ont les activités et les relations entre les personnes d'une façon qui remettra en cause tous les usages traditionnels. La mise en oeuvre des engagements pris au Sommet de Genève intervient alors que s'accélère le développement des TIC; cette situation a des répercussions non seulement sur les politiques, mais également sur l'évolution dans les domaines individuel, économique, social et culturel, ainsi que sur la diversité en tant que patrimoine commun de l'humanité, et elle laisse présager de profonds changements de la société.</p>
	Egypte, Cuba	<p><i>[Modifier la première phrase:]</i></p> <p>2 Le Sommet de Tunis constitue pour nous une occasion unique de renforcer les concepts de la société de l'information, ce qui, sur le plan concret, se traduit par des activités et des relations visant à renforcer la confiance dans l'avenir, dans l'intérêt de l'ensemble de l'humanité.</p>
	Turquie	<p>2 ..., tandis que ses principaux sujets relatifs à la société de l'information attireront l'attention du monde entier non sur des idées étroites locales, mais sur des notions universelles, ...</p>

	<p>Groupe de travail du SMSI sur les questions de genre, DAWN, AMARC Africa, IT for change</p>	<p>2 Le Sommet de Tunis constitue pour nous une occasion unique de renforcer la confiance dans l'avenir, tandis que ses principaux sujets relatifs à la société de l'information attireront l'attention du monde entier non sur des idées étroites mais sur des notions universelles, qui transformeront les activités et les relations entre les personnes d'une façon qui remettra en cause les usages traditionnels de créer une société de l'information qui donne réellement à tous les moyens de leur autonomie à laquelle chacun contribue et dont chacun bénéficie . La mise en oeuvre des engagements ...</p>
	<p>Arabie saoudite (Groupe des Etats arabes)</p>	<p><i>Approuve le texte du paragraphe dans sa version actuelle.</i></p>
<p>3 Le présent Sommet constitue une étape importante dans le combat que livre le monde entier pour éradiquer la pauvreté et pour réaliser les objectifs de développement fixés dans la Déclaration du Millénaire. Par les décisions de Genève, nous avons établi un solide lien dans la durée entre le processus du SMSI et d'autres conférences et sommets d'importance de l'Organisation des Nations Unies. Nous exhortons les gouvernements et toutes les parties prenantes à oeuvrer ensemble pour mettre en oeuvre les engagements énoncés dans la Déclaration de principes et dans le Plan d'action de Genève. A cet égard, il convient de signaler l'importance particulière qu'a revêtu la réunion au Sommet de l'Assemblée générale sur la mise en oeuvre de la Déclaration du Millénaire, qui s'est conclue récemment.</p>	<p>Arabie saoudite (Groupe des Etats arabes)</p>	<p>3 Le présent Sommet constitue une étape importante dans le combat que livre le monde entier pour éradiquer la pauvreté et pour réaliser les objectifs de développement fixés dans la Déclaration du Millénaire, y compris en ce qui concerne l'éradication de la pauvreté. Par les décisions de Genève, nous avons établi un solide lien dans la durée entre le processus du SMSI et d'autres conférences et sommets d'importance importants et adaptés de l'Organisation des Nations Unies. Nous exhortons les gouvernements et toutes les d'autres parties prenantes à oeuvrer ensemble ...</p>
	<p>Turquie</p>	<p>3 ... Nous exhortons les gouvernements, ainsi que le secteur privé, la société civile et les organisations internationales et toutes les parties prenantes à oeuvrer ensemble pour mettre en oeuvre ...</p>
	<p>Groupe de réflexion du SMSI sur les questions de genre, DAWN, AMARC Africa, IT for change</p>	<p><i>Approuvent le texte dans sa version actuelle.</i></p>
	<p>Norvège</p>	<p>3 ... Par les décisions de Genève, nous avons établi un solide lien cohérent dans la durée entre le processus du SMSI ...</p>
<p>4 Nous tenons à réaffirmer les engagements pris à Genève et à nous en inspirer ici à Tunis en nous attachant aux mécanismes financiers destinés à réduire la fracture numérique, à la gouvernance connexes, ainsi qu'au suivi et à</p>	<p>Turquie</p>	<p>4 Nous tenons à réaffirmer les engagements pris à Genève et à nous en inspirer ici à Tunis en nous attachant aux mécanismes financiers destinés à réduire la fracture numérique, [à la gouvernance de l'Internet et aux questions connexes,] ...</p>

la mise en oeuvre des décisions de Genève et de Tunis, visées aux Chapitres 2, 3 et 4 de [la partie opérationnelle du présent document/du document opérationnel: Agenda de Tunis].	Groupe de réflexion du SMSI sur les questions de genre, DAWN, AMARC Africa, IT for change	4 Nous tenons à réaffirmer les engagements pris à Genève et à nous en inspirer ici à Tunis en nous attachant aux mécanismes financiers destinés à réduire la fracture numérique, y compris la fracture numérique entre les hommes et les femmes , à la gouvernance de l'Internet ...
	Nouvelle-Zélande	4 Nous tenons à réaffirmer réaffirmons ...
5 Nous réaffirmons notre détermination à faire en sorte que chacun puisse bénéficier des possibilités que peuvent offrir les TIC, en rappelant que les gouvernements, ainsi que le secteur privé, la société civile et l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations internationales, devraient travailler ensemble pour améliorer l'accès à l'infrastructure et aux TIC, ainsi qu'à l'information et au savoir, pour renforcer les capacités, accroître la confiance et la sécurité dans l'utilisation des TIC, créer un environnement propice à tous les niveaux, développer et élargir les applications des TIC, favoriser et respecter la diversité culturelle, reconnaître le rôle des médias, prendre en compte les dimensions éthiques de la société de l'information et encourager la coopération internationale et régionale. Nous confirmons que tels sont les principes fondamentaux de l'édification d'une société de l'information inclusive, dont l'ébauche est esquissée dans la Déclaration de principes de Genève.	Groupe de travail de la société civile sur la diversité culturelle	5 ... et d'autres organisations internationales, devraient travailler ensemble pour permettre et améliorer l'accès et la contribution active à l'information et au savoir ainsi qu'aux infrastructures et technologies de l'information et de la communication pour renforcer les capacités, accroître la confiance et la sécurité dans l'utilisation des TIC, créer un environnement propice à tous les niveaux, développer et élargir les applications des TIC, préserver, promouvoir et protéger la diversité culturelle, reconnaître le rôle des médias, prendre en compte les dimensions éthiques de la société de l'information et encourager la coopération internationale et régionale.
	Norvège	5 ... devraient travailler ensemble pour permettre et améliorer l'accès à l'infrastructure et aux TIC, créer un environnement propice à tous les niveaux, y compris en ce qui concerne la bonne gouvernance , ... reconnaître le rôle indépendant des médias, prendre en compte ...
	Groupe de réflexion du SMSI sur les questions de genre, DAWN, AMARC Africa, IT for change	5 ... reconnaître le rôle des médias et les nouvelles perspectives qu'ouvre la société de l'information aux médias participatives et pluralistes , prendre en compte les dimensions éthiques de justice sociale de la société de l'information et encourager la coopération internationale et régionale. ...
	Bangladesh	5 ..., pour renforcer les capacités de participation à la société mondiale de l'information , accroître la confiance et la sécurité dans l'utilisation des TIC, créer un environnement propice à tous les niveaux et le mettre en valeur , développer et élargir les applications des TIC et un contenu numérique en langue locale, si nécessaire, et assurer l'accès universel, ...
	République sudafricaine	5 ... élargir les applications des TIC, favoriser et respecter la diversité et l'identité culturelles, ...

	Etats-Unis	<p>5 Nous réaffirmons, en tant que fondement essentiel de la société de l'information et comme indiqué dans l'Article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, que tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.</p> <p>Nous réaffirmons en outre notre détermination à faire en sorte que chacun ... la coopération internationale et régionale. Nous réaffirmons par ailleurs notre attachement aux principes de liberté de la presse et de liberté de l'information ainsi qu'à ceux d'indépendance, de pluralisme et de diversité des médias. Nous confirmons ...</p>
	Arabie saoudite, Algérie, Maroc	<p>5 Nous confirmons que tels sont les certains des principes fondamentaux de l'édification d'une société de l'information inclusive, dont l'ébauche est esquissée dans la Déclaration de principes de Genève.</p>
	Luxembourg (Union européenne)	<p>5 ... élargir les applications des TIC, favoriser et respecter la diversité culturelle et linguistique ...</p>
	Ghana	<p>5 ... , prendre en compte les dimensions éthiques de la société de l'information, supprimer les obstacles à la parité hommes-femmes, ...</p>
	Maroc	<p>5 ... , reconnaître le rôle des médias renforcer la liberté des médias , prendre en compte les dimensions éthiques de la société de l'information ...</p>
	Chine, Venezuela, Arabie saoudite (Groupe des Etats arabes), Algérie, Oman	<p><i>[Approuvent le texte du paragraphe 5 dans sa version actuelle.]</i></p>
	Cuba	<p>Nouveau § 5A: Nous reconnaissons la contribution importante qui pourrait être celle des médias pour encourager la compréhension et la coopération internationales dans l'intérêt de la paix, du développement et de l'exercice universel des droits de l'homme, ainsi que pour lutter contre les formes de la propagande conçues pour ou susceptibles de faire peser des menaces sur la paix, ou provoquer ou encourager la rupture de la paix ou les actes d'agression.</p>

		<p>Nouveau § 5B: Nous appelons les médias à faire preuve de sens des responsabilités dans l'utilisation et le traitement de l'information, conformément aux normes éthiques et professionnelles les plus élevées.</p> <p>Nouveau § 5 C: Nous reconnaissons que la responsabilité professionnelle des correspondants et des agences de presse leur impose de rendre compte des faits objectivement, sans discrimination et dans leur juste contexte.</p> <p>Nouveau § 5D: Nous prendrons les mesures appropriées pour lutter contre les contenus illicites et néfastes dans les médias, compte dûment tenu, entre autres, de l'Article 4 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale.</p> <p>Nouveau § 5E: Nous réaffirmons que l'accès du public à l'information doit être garanti par la diversité des sources et des moyens d'information disponibles, ce qui permet à chacun de vérifier l'exactitude des faits et d'analyser les événements de façon objective. A cette fin, nous préconisons une approche pluraliste de l'information en encourageant la diversité des modes de propriétés des médias et des sources d'informations, y compris en ce qui concerne les mass médias et en adoptant une réglementation efficace visant à empêcher la concentration abusive de la propriété des médias dans le secteur privé.</p> <p>Nouveau § 5F: Nous encourageons la mise en place d'un nouvel ordre mondial de l'information et de la communication, plus juste et plus efficace, pour promouvoir un rééquilibrage et une plus grande réciprocité des flux internationaux d'informations, afin de remédier aux inégalités dans la circulation de ces flux avec les pays en développement.</p> <p>Nouveau § 5G: Nous reconnaissons qu'il importe que les informations et le savoir circulent librement et soient diffusés plus largement. Nous déclarons que le savoir fait partie du patrimoine commun à l'ensemble de l'humanité. Nous supprimerons tous les obstacles limitant l'accès de chacun et de chaque nation au savoir et les empêchant de bénéficier pleinement des avantages du progrès scientifique et de ses applications, ainsi que de la culture.</p>
--	--	---

<p>6 Nous reconnaissons que le savoir est indispensable dans la vie et que renforcer sa diffusion et l'échange des connaissances contribuera au développement économique, social et culturel de tous les pays et les aidera à atteindre les objectifs de développement arrêtés à l'échelle internationale, notamment ceux qui sont énoncés dans la Déclaration du Millénaire.</p>	Groupe de travail de la société civile sur la diversité culturelle	6 Nous reconnaissons que l'accès et la contribution active au savoir est indispensable dans la vie un droit fondamental et que renforcer sa diffusion et l'échange des connaissances contribuera au développement économique, social et culturel et linguistique de tous les pays et les aidera à atteindre les objectifs de développement arrêtés à l'échelle internationale, notamment ceux qui sont énoncés dans la Déclaration du Millénaire.	
	Nouvelle-Zélande	6 Nous reconnaissons que le savoir est une condition indispensable du renforcement du développement économique, social et culturel dans la vie et que renforcer sa diffusion et l'échange des connaissances contribuera au développement économique, social et culturel de tous les pays et qu'il les aidera ...	
	Iran (République islamique d')	6 Nous reconnaissons que le savoir est indispensable dans la vie et que renforcer sa production et sa diffusion, l'accès aux connaissances et l'échange des connaissances ...	
	Ghana	6 Nous reconnaissons que le savoir est indispensable dans la vie et que renforcer sa diffusion la mise en commun et l'échange des connaissances ...	
	Jamahiriyah arabe libyenne	6 Nous reconnaissons que le savoir est indispensable dans la vie un droit naturel de chacun et que renforcer sa diffusion ...	
	Kenya	6 Nous reconnaissons que le l'accès au savoir est indispensable dans la vie et que renforcer sa diffusion la mise en commun et l'échange des connaissances ...	
	<p>7 En outre, les TIC ont permis à une population beaucoup plus nombreuse que jamais auparavant de participer à l'élargissement de la base du savoir humain, et au partage des connaissances, et de contribuer à leur croissance et à leur application à l'enseignement, à la santé et à la science. Les TIC présentent un énorme potentiel pour élargir l'accès à un enseignement de qualité, favoriser l'alphabétisation et l'éducation primaire universelle, et pour faciliter le processus même d'acquisition et donc pour jeter les bases d'une société de l'information et du savoir vraiment inclusive et ouverte.</p>	Haïti	7 En outre, les TIC ont permis permettent ..., et pour faciliter le processus même d'acquisition et donc pour jeter les bases la création d'une société de l'information et du savoir partagés vraiment inclusive et ouverte.
		Nouvelle-Zélande	7 ... Les TIC présentent un énorme potentiel pour élargir l'accès à un enseignement de qualité l'enseignement , favoriser ...
		Ghana	7 En outre, les TIC ont permis permettent à une population ...
		Nigéria	7 ... et de contribuer à leur croissance dans tous les domaines des activités humaines et à leur application à l'enseignement, à la santé et à la science. ...
Groupe de travail de la société civile sur la diversité culturelle		7 ... et pour faciliter le processus même d'acquisition et donc pour jeter les bases d'une société de l'information et du savoir vraiment inclusive et ouverte et respectueuse des différences culturelles .	
Cuba		<i>[Propose de conserver l'expression "un enseignement de qualité" utilisée dans la version actuelle.]</i>	

	Nouvelle-Zélande	Nouveau § 7A: Nous reconnaissons que l'accès équitable et durable à l'information nécessite la mise en oeuvre de stratégies pour la préservation à long terme des informations numériques qui sont créées.
	Guatemala, CCI, OCDE, CNUCED, OIT	Nouveau § 7B: Nous insistons sur le fait que l'adoption des TIC par les entreprises joue un rôle fondamental dans la croissance économique. Les effets positifs pour la croissance et pour la productivité des investissements judicieusement mis en oeuvre dans le secteur des TIC peuvent renforcer les échanges commerciaux et permettre de créer davantage d'emplois plus qualifiés. C'est pourquoi les politiques de développement de l'entreprise et du marché du travail joue un rôle fondamental dans l'adoption des TIC. Nous invitons les gouvernements et le secteur privé à renforcer les capacités des PME qui, dans la plupart des pays, sont les plus grandes pourvoyeuses d'emplois.
<p>8 Nous reconnaissons également que [, tout comme] la révolution des TIC pourrait avoir de nombreuses répercussions favorables en tant qu'instrument de développement durable [elle pourrait aussi, faute d'un environnement propice aux niveaux national et international, renforcer et creuser les divisions sociales et économiques existantes, accroître l'écart entre pays riches et pays pauvres, entre les régions et entre les individus - y compris entre les hommes et les femmes].</p>	Nouvelle-Zélande, Israël	<p><i>[Proposent la suppression de ce paragraphe qui serait remplacé par le nouveau paragraphe suivant:]</i></p> <p>Variante 8 Nous reconnaissons également que la révolution des TIC est l'un des moteurs du développement durable. La création d'un environnement propice aux niveaux national et international serait un moyen de garantir que les répercussions globalement favorables n'aggravent pas parallèlement les divisions sociales et économiques existantes.</p>
	Groupe de réflexion du SMSI sur les questions de genre, DAWN, AMARC Africa, IT for change	<p><i>[Proposent de supprimer les crochets à la fin du paragraphe.]</i></p>
	Arabie saoudite (Groupe des Etats arabes)	<p>8 Nous reconnaissons également que [, tout comme] la révolution des TIC pourrait avoir de nombreuses répercussions favorables en tant qu'instrument de développement durable [elle pourrait aussi, faute d'un environnement propice aux niveaux national et international, renforcer et creuser les divisions sociales et économiques existantes, accroître l'écart. En outre, il est clair que la mise en place d'un environnement propice au niveaux national et international pourrait empêcher les divisions sociales et économiques de se creuser et l'écart de s'aggraver] entre pays riches et pays pauvres, entre les régions et entre les individus - y compris entre les hommes et les femmes].</p>

	Haïti	<p>8 Nous reconnaissons également que [, tout comme] la révolution des TIC pourrait avoiraura de nombreuses répercussions favorables en tant qu'instrument de développement durable, [mais qu'elle] pourrait aussi, faute d'un environnement propice aux niveaux national et international, renforcer et creuser les divisions sociales et économiques existantes dans le monde, et accroître l'écart entre pays riches et pays pauvres, ainsi qu'entre les régions et entre les individus —y compris— entre les hommes et les femmes.</p>
	Fédération de Russie, Venezuela, Kirghizistan, Bélarus	<p>Nouveau § 8A: Les TIC sont utiles pour promouvoir la paix, la sécurité et la stabilité, pour renforcer la démocratie, la cohésion sociale, la bonne gouvernance et la primauté du droit. Elles peuvent être utilisées pour promouvoir la croissance économique et le développement de l'esprit d'entreprise. Pour atteindre ces objectifs, il est impératif de développer les infrastructures, de renforcer les capacités humaines, et de sécuriser les informations et les réseaux. Nous sommes conscients que si nous voulons faire face efficacement aux enjeux et aux menaces résultant de l'utilisation des TIC à des fins qui sont incompatibles avec les objectifs de maintien de la stabilité et de la sécurité internationales et qui risquent de nuire à l'intégrité des infrastructures nationales, au détriment de la sécurité des Etats, ainsi qu'à des fins criminelles et terroristes, il nous faut redoubler d'efforts pour parvenir à sécuriser efficacement les informations et les réseaux.</p>
	Bangladesh	<p>Nouveau § 8B: Nous reconnaissons également qu'en complément de la mise en place d'infrastructures TIC, il faudrait privilégier le développement des capacités humaines et la création d'applications TIC et de contenus numériques en langues locales, s'il y a lieu, de manière à permettre d'envisager l'édification d'une société mondiale de l'information sous l'angle global.</p>
<p>9 Nous réaffirmons la volonté qui est la nôtre de lever tous les obstacles qui empêchent de réduire la fracture numérique, particulièrement ceux qui entravent la pleine réalisation du développement économique et social des pays et nuisent au bien-être de leurs habitants, en particulier dans les pays en développement.</p>	Nigéria	<p>9 Nous réaffirmons la volonté qui est la nôtre de Nous invitons instamment les Etats à prendre les mesures qui s'imposent pour lever tous les obstacles qui empêchent de réduire la fracture numérique, particulièrement ceux qui entravent la pleine réalisation du développement économique et social des pays et nuisent au bien-être de leurs habitants, en particulier dans les pays en développement.</p>

	Brésil	<p>9 Nous réaffirmons la volonté qui est la nôtre de lever tous les obstacles qui empêchent de réduire la fracture numérique, particulièrement ceux qui entravent la pleine réalisation du développement économique et social des pays et nuisent au bien-être de leurs habitants, en particulier dans les pays en développement. et réaffirmons le droit d'exprimer des opinions et d'avoir accès aux connaissances. En ce qui concerne l'utilisation des TIC, on devra encourager et préserver la confiance, la sécurité, l'accessibilité, la connectivité, la vérifiabilité et la confidentialité, en particulier dans les pays en développement; pour ce faire, il devra être possible d'acquérir, d'utiliser, de produire et de diffuser des logiciels conformes aux modèles de licence libres et à source ouverte.</p>
	Algérie, Arabie saoudite (Groupe des Etats arabes)	<p><i>[Approuvent le texte du § 9 dans sa version actuelle et demandent que soit supprimée le § Variante 9.]</i></p>
	Turquie	<p>9 ... au bien-être de leurs habitants, en particulier dans les pays en développement et dans les pays les moins avancés.</p>
	Canada	<p>9 ... au bien-être de leurs habitants populations, en particulier dans les pays en développement.</p>
	Groupe de réflexion du SMSI sur les questions de genre, DAWN, AMARC Africa, IT for change	<p>9 ... qui empêchent de réduire la fracture numérique, y compris entre les hommes et les femmes, particulièrement ...</p>
	Iran (République islamique d')	<p>9 ... la pleine réalisation du développement économique et, social et culturel des pays ...</p>
	Mauritanie	<p>9 ... la pleine réalisation du développement économique et social des pays, en particulier en ce qui concerne le financement, et nuisent au bien-être ...</p>
	Haïti	<p>9 Nous réaffirmons la volonté qui est la nôtre de lever tous les obstacles qui empêchent de réduire la fracture numérique, particulièrement ceux qui entravent la pleine réalisation du développement économique et social des pays et nuisent au bien-être de leurs habitants, en particulier dans les pays en développement le plein développement de l'humanité et de son environnement.</p>

<p>Variante 9 Nous exhortons les Etats à prendre des mesures pour aider à surmonter les obstacles qui s'opposent à la réduction de la fracture numérique, particulièrement ceux qui empêchent la pleine réalisation du développement économique et social des populations des pays concernés et nuisent à leur bien-être.</p>	Mauritanie	Variante 9 Nous exhortons les Etats et les autres parties prenantes à prendre des mesures pour aider à surmonter ...
	Groupe de réflexion du SMSI sur les questions de genre, DAWN, AMARC Africa, IT for change	<i>[Proposent de supprimer le § Variante 9.]</i>
	Japon, Australie	Variante 9 <i>[Préfèrent utiliser le texte de ce paragraphe.]</i>
<p>10 Nous devons ainsi nous efforcer sans relâche de promouvoir un accès universel, ubiquitaire, équitable et financièrement abordable aux TIC partout dans le monde, pour que les avantages en soient mieux répartis entre les sociétés et à l'intérieur des sociétés, et pour réduire la fracture numérique afin de créer des opportunités numériques pour tous.</p>	Fédération de Russie, Azerbaïdjan	<i>[Approuvent le texte du paragraphe dans sa version actuelle, mais la variante devrait être supprimée.]</i>
	Groupe de réflexion du SMSI sur les questions de genre, DAWN, AMARC Africa, IT for change	10 ... et financièrement abordable aux TIC pour les hommes et les femmes partout dans le monde, ...
<p>Variante 10+11 Nous devons ainsi nous efforcer sans relâche de promouvoir un accès universel, ubiquitaire, équitable et financièrement abordable aux TIC partout dans le monde, pour que les avantages de la société de l'information soient mieux répartis entre les sociétés et à l'intérieur des sociétés, et pour réduire la fracture numérique en vue de créer des opportunités numériques pour tous. Ce faisant, nous devons accorder une attention particulière aux rôles et aux besoins spécifiques de tous les pays et de tous les secteurs de la société et nous réaffirmons les engagements pris à cet égard dans la Déclaration de principes de Genève.</p>	Thaïlande	Variante 10+11 ... équitable et financièrement abordable aux TIC par tous les moyens disponibles, y compris des technologies de conception et d'assistance universelles , partout dans le monde ...
	Groupe de réflexion du SMSI sur les questions de genre, DAWN, AMARC Africa, IT for change	<i>[Proposent de supprimer la Variante 10+11.]</i>
	Israël	<i>[Approuve le texte du § Variante 10+11 dans sa version actuelle.]</i>
	Arabie saoudite	Variante 10+11 Nous devons ainsi nous efforcer sans relâche de promouvoir un accès universel, ubiquitaire, équitable et ... pour tous. Ce faisant A cette fin , nous devons accorder une attention particulière aux rôles et aux besoins spécifiques particuliers ...

<p>11 Pour ce faire, nous devons accorder une attention particulière aux rôles et aux besoins spécifiques de tous les pays et de tous les secteurs de la société, et réaffirmons les engagements pris à cet égard dans la Déclaration de Genève.</p>	<p>Société civile (Association for Progressive Communications, Pain pour le prochain, CRIS, Instituto del Tercer Mundo, IT for change et Groupe de réflexion sur les questions de genre)</p>	<p><i>[Proposent de faire référence au rôle central des ressources publiques dans la mise en oeuvre du Plan d'action de Genève.]</i></p>
	<p>Groupe de réflexion du SMSI sur les questions de genre, DAWN, AMARC Africa, IT for change</p>	<p><i>[Proposent de supprimer le § 11.]</i></p>
	<p>Groupe de coordination des interlocuteurs commerciaux (CCBI)</p>	<p><i>[Propose d'insérer une référence à "habitants de pays frappés par des catastrophes naturelles".]</i></p>
<p>Variante 11A Pour ce faire, nous devons accorder une attention particulière au rôle et aux besoins spécifiques des enfants, des jeunes, des femmes, des groupes sociaux marginalisés et vulnérables, y compris les migrants, les personnes déplacées et les réfugiés, les chômeurs et les personnes démunies, les minorités et les populations nomades, les handicapés, les pauvres, tout particulièrement ceux qui vivent dans des zones isolées ou rurales et dans des zones urbaines marginalisées, les peuples indigènes, les populations des pays en développement, des pays à économie en transition, des pays les moins avancés, des petits Etats insulaires en</p>	<p>Fédération de Russie, Azerbaïdjan</p>	<p><i>[Approuvent le texte du paragraphe dans sa version actuelle.]</i></p>

<p>développement, des pays en développement enclavés, des pays pauvres lourdement endettés, des pays et territoires sous occupation et des pays se relevant après un conflit ou une catastrophe naturelle.</p>	<p>Groupe de réflexion du SMSI sur les questions de genre, DAWN, AMARC Africa, IT for change</p>	<p>Variante 11A Pour ce faire, nous devons accorder une attention particulière à l'égalité entre hommes et femmes et au rôle et aux besoins spécifiques des enfants, des jeunes, des femmes, ainsi que des personnes âgées, des groupes sociaux marginalisés et vulnérables, y compris les migrants, les personnes déplacées et les réfugiés, les chômeurs et les personnes démunies, les minorités et les populations nomades, les handicapés, les pauvres, tout particulièrement ceux qui vivent dans des zones isolées ou rurales et dans des zones urbaines marginalisées, les peuples indigènes, les populations les femmes et les hommes des pays en développement, des pays ...</p>
<p>Variante 11B Pour ce faire, nous devons accorder une attention particulière au rôle et aux besoins spécifiques des jeunes, des femmes et des personnes âgées ainsi qu'à la situation spéciale des peuples indigènes. Nous reconnaissons par ailleurs le rôle et les besoins spécifiques des groupes sociaux marginalisés vulnérables, y compris les handicapés, les migrants, les personnes déplacées, les réfugiés, les défavorisés et les pauvres et les populations des pays qui sont dans une situation économique difficile, ou qui sont isolés géographiquement ou occupés, ou encore qui ont été victimes d'un conflit ou d'une catastrophe naturelle.</p>	<p>Nouvelle-Zélande, Norvège</p>	<p>[Préfèrent la Variante 11B.] ... au rôle et aux besoins spécifiques des jeunes, des femmes et des personnes âgées ainsi qu'à la situation spéciale des peuples indigènes ...</p>
	<p>Thaïlande, Canada</p>	<p>[Préfèrent la Variante 11B en remplacement du § 11.]</p>
	<p>Groupe de travail de la société civile sur la diversité culturelle</p>	<p>Variante 11B ... des pays qui sont dans une situation économique difficile, ou qui sont isolés géographiquement ou occupés, ou encore qui ont été victimes d'un conflit ou d'une catastrophe naturelle, ainsi que des petits Etats insulaires en développement, des pays en développement enclavés, et des pays pauvres lourdement endettés.</p>
<p>[Autres engagements]</p>	<p>Union européenne</p>	<p>Nouveau § 11A: Nous reconnaissons l'importance des contenus créatifs et des applications créatives pour surmonter la fracture numérique et contribuer à la réalisation des objectifs arrêtés sur le plan international dans la Déclaration du Millénaire.</p>
	<p>El Salvador</p>	<p>Nouveau § 11B: Nous prenons ici d'autres engagements à l'effet de mettre en oeuvre une vaste stratégie financière qui englobe la viabilité de la dette, et un système commercial multilatéral fondé sur une réglementation juste, transparente et clairement établie, compte tenu de la nécessité d'agir rapidement pour mettre en oeuvre un programme arrêté en commun en vue de renforcer la coopération et l'assistance internationales au service de la réduction de la fracture numérique.</p>

<p>[Mobilisation des ressources, notamment humaines]</p>	<p>Ghana (Groupe des pays africains)</p>	<p>Nouveau § 11C: Nous prenons ici d'autres engagements à l'effet de promouvoir l'inclusion de tous les peuples dans la société de l'information, en encourageant l'utilisation des langues locales dans les TIC, afin de mettre en valeur la promotion et la préservation de la diversité et de l'identité culturelles, conditions indispensables du développement.</p>
	<p>El Salvador</p>	<p>Nouveau § 11D: Nous reconnaissons qu'il est nécessaire de renforcer les capacités à tous les niveaux pour faire en sorte que les compétences institutionnelles et individuelles soient utilisées au mieux. La coopération technique peut y contribuer, mais les capacités doivent être développées et renforcées sur tous les plans pour pouvoir être véritablement efficaces à long terme. Autrement dit, il nous faut axer nos efforts sur les populations, sur leurs compétences et sur l'élargissement des aptitudes dont elles ont besoin dans le contexte de la société de l'information.</p>
	<p>Ghana (Groupe des pays africains)</p>	<p>Nouveau § 11E: Nous nous engageons à mobiliser les ressources, y compris les ressources humaines et les nouvelles ressources financières, pour pouvoir mettre en oeuvre à court, à moyen et à long terme des projets d'édification de la société de l'information telle qu'elle est définie dans le Plan d'action de Genève.</p>
	<p>Société civile (CRIS, APC, IteM, Pain pour le prochain, Digital Divide Data et IT for change)</p>	<p>Nouveau § 11F: Il faut insister sur le rôle central des politiques publiques - tant pour orienter les investissements privés que pour consentir des investissements publics précis - qui sont le cadre principal de la mobilisation des ressources pour la réalisation des engagements énoncés dans le "Chapeau politique" et dans les documents de Genève. Tout en encourageant les investisseurs privés à contribuer à la réalisation des objectifs de l'information et de la communication pour le développement, il convient néanmoins de tenir compte des contraintes du marché en la matière.</p> <p>i) Il faut mobiliser les ressources publiques aux niveaux local, national et international.</p> <p>ii) Il convient d'adopter, en matière de politiques publiques, une approche globale afin d'envisager la création de nouveaux mécanismes de financement permettant de concrétiser ces engagements.</p>

	Japon	Nouveau § 11G: Nous nous engageons à mobiliser des ressources, y compris des ressources humaines, pour contribuer à réduire la fracture numérique qui sépare les nantis des démunis, de manière à pouvoir exploiter au maximum les potentialités qu'offrent les TIC pour parvenir au développement durable et pour donner aux individus les moyens de leur autonomie, conditions indispensables à la réalisation des objectifs énoncés dans la Déclaration du Millénaire.
	Algérie	Nouveau § 11H: Nous nous engageons à mobiliser des ressources, notamment des ressources humaines, pour le suivi et la mise en oeuvre des engagements et des décisions pris à Genève et à Tunis.
	Cuba	Nouveau § 11I: Nous nous engageons à mobiliser des ressources, notamment des ressources humaines, pour renforcer et développer des capacités dans les pays en développement en vue de mieux utiliser les TIC au service du développement.
12 Nous sommes convaincus qu'il est possible de réaliser les objectifs que nous nous sommes fixés grâce à la participation, à la coopération et au partenariat des gouvernements et de toutes les parties prenantes et que la coopération internationale et la solidarité à tous les niveaux sont indispensables si les fruits de la société de l'information doivent être partagés équitablement entre tous.	Iran (République islamique d')	12 ... les fruits de la société de l'information doivent être partagés équitablement également entre tous.
	Arabie saoudite	12 ... et au partenariat des gouvernements et de toutes les des parties prenantes ...
	Egypte	12 ... grâce à la coopération internationale entre les gouvernements et d'autres partenaires ...
	Groupe de réflexion du SMSI sur les questions de genre, DAWN, AMARC Africa, IT for change	12 ... et que la coopération internationale le partenariat international et la solidarité à tous les niveaux ...
13 Nos efforts ne s'arrêteront pas avec la conclusion du Sommet. L'avènement de la société mondiale de l'information auquel nous contribuons tous offre des possibilités croissantes à tous les peuples de la Terre et à la communauté mondiale, possibilités qui étaient inimaginables il y a seulement quelques années encore. Nous devons les mettre à profit.	Turquie	13 Nos efforts ne s'arrêteront pas avec la conclusion du Sommet. Nous continuerons à déployer des efforts toujours plus importants après le Sommet. ...
	Arménie	13 ... Nous devons les mettre à profit, et encourager leur réalisation et leur valorisation.
	Haïti	13 Nos efforts ne s'arrêteront pas ne doivent pas s'arrêter avec la conclusion du Sommet. ... et à la communauté mondiale à une communauté mondiale inclusive , possibilités qui étaient inimaginables il y a seulement quelques années encore. Nous devons les mettre à profit dès aujourd'hui.

<p>14 [Nous croyons fermement que la réalisation de cet objectif passe par la mise en oeuvre complète et dans les meilleurs délais des décisions que nous avons prises à Genève et à Tunis, par l'instauration de mécanismes de suivi appropriés et par l'intégration minutieuse de ce processus dans la stratégie globale exposée dans la Déclaration du Millénaire, avec un souci d'ouverture, d'inclusion et de transparence, en encourageant la coopération entre les parties prenantes et en faisant preuve de souplesse. Nous réaffirmons donc notre ferme détermination à élaborer et à mettre en oeuvre une réponse efficace et durable aux défis et opportunités consistant à édifier une société de l'information véritablement mondiale qui bénéficie à tous les peuples de la Terre.]</p>	<p>Groupe de coordination des interlocuteurs commerciaux (CCBI)</p>	<p>14 ¶ Nous croyons fermement que la réalisation de des objectifs et de la stratégie globale énoncés dans la Déclaration du Millénaire passe par la mise en oeuvre complète et dans les meilleurs délais des décisions que nous avons prises à Genève et à Tunis, et par l'instauration de mécanismes de suivi appropriés et par l'intégration minutieuse de ce processus dans la stratégie globale exposée dans la Déclaration du Millénaire, avec un souci d'ouverture, d'inclusion et de transparence, en encourageant la coopération entre les parties prenantes et en faisant preuve de souplesse. Nous réaffirmons donc notre ferme détermination à élaborer et à mettre en oeuvre une réponse efficace et durable aux défis et opportunités consistant à édifier une société de l'information véritablement mondiale qui bénéficie à tous les peuples de la Terre.], en sorte que ce processus soit ouvert, inclusif et transparent, donne une certaine latitude et encourage la coopération entre parties prenantes. Nous réaffirmons donc notre ferme détermination à élaborer et à mettre en oeuvre une réponse efficace et durable aux défis et opportunités consistant à édifier une société de l'information véritablement mondiale qui bénéficie à tous les peuples de la Terre.</p>
	<p>Iran (République islamique d'), Algérie</p>	<p><i>[Proposent de supprimer les crochets.]</i></p>
	<p>Nouvelle-Zélande</p>	<p>14 Nous croyons fermement que l'établissement de mécanismes appropriés pour la réalisation de cet objectif passe par la mise en oeuvre complète et dans les meilleurs délais des décisions que nous avons prises à Genève et à Tunis, par l'instauration de mécanismes de suivi appropriés et par l'intégration minutieuse ...</p>
	<p>Luxembourg (Union européenne), Canada</p>	<p><i>[Proposent de conserver les crochets.]</i></p>
	<p>Groupe de réflexion du SMSI sur les questions de genre, DAWN, AMARC Africa, IT for change</p>	<p>14 ... que nous avons prises à Genève et à Tunis, par l'instauration de mécanismes de suivi appropriés entre de multiples parties prenantes, ... <i>[Approuvent ce paragraphe et proposent de supprimer les crochets.]</i></p>